

Résumé du papier relatif à l'accord douanier



(English version below)

A l'heure où nous quittons l'UE et l'union douanière de l'UE, le gouvernement britannique souhaite instaurer un nouvel accord douanier qui facilite le commerce de marchandises le plus libre et fluide possible entre le Royaume-Uni et l'UE. Nous souhaitons que cet accord nous permette de forger des échanges commerciaux avec nos partenaires en Europe et dans le monde entier.

Le gouvernement britannique propose deux grandes approches afin d'atteindre ces objectifs :

- **Un accord douanier hautement rationalisé** entre le RU et l'UE qui simplifierait et rationaliserait les exigences et qui contiendrait le moins d'exigences supplémentaires possible pour le commerce avec l'UE. Ceci aurait pour objectif : maintenir certaines dispositions douanières existantes entre le RU et l'UE ; instaurer de nouveaux mécanismes de facilitation négociés et potentiellement unilatéraux pour réduire et éliminer les barrières commerciales ; mettre en œuvre de nouveaux outils technologiques pour simplifier le suivi des procédures douanières. Cette approche impliquerait l'utilisation du processus britannique existant pour les pays tiers afin de faciliter le commerce entre le RU et l'UE. Ce dernier a fait ses preuves et s'appuie sur des précédents internationaux. Il s'agit aussi de développer de nouvelles facilitations innovantes pour assurer une frontière douanière la plus libre et fluide possible.
- **Un nouveau partenariat douanier avec l'UE** qui alignerait nos approches douanières et qui supprimerait le besoin d'avoir une douane RU-UE. Une approche possible serait l'adoption par le RU des exigences de l'UE en matière d'imports provenant du reste du monde ayant l'UE comme destination finale. Cette approche serait inédite et pourrait présenter des difficultés dans sa mise en œuvre. Nous chercherons à étudier les principes avec les entreprises et l'UE.

Quelle que soit l'approche, nous pensons que le RU et l'UE devraient bénéficier d'un délai pour instaurer ce nouveau régime douanier pour éviter des conséquences néfastes pour les entreprises et les individus des deux côtés. Le gouvernement britannique estime qu'un modèle de coopération étroite avec l'union douanière de l'UE pendant une période intérimaire et limitée permettrait d'atteindre cet objectif. Le gouvernement britannique aurait besoin d'étudier les conditions et modalités d'un tel accord intérimaire avec l'UE. Le Royaume-Uni aurait l'intention de poursuivre des négociations commerciales avec des pays tiers lorsque nous avons quitté l'UE mais ne mettrait pas de nouveaux accords avec des pays

tiers en vigueur si ces derniers n'étaient pas consistants avec les conditions et modalités de l'accord intérimaire avec l'UE.

Le gouvernement a également publié son deuxième papier relatif à la frontière entre l'Irlande et l'Irlande du Nord que vous trouverez [ici](#).

Summary of the future customs agreement paper

As the UK leaves the European Union and therefore the EU Customs Union, the British government seeks a new customs arrangement that facilitates the freest and most frictionless trade possible in goods between the UK and the EU, and allows the UK to forge new trade relationships with partners in Europe and around the world.

The British government proposes two major approaches in order to achieve these objectives:

- Firstly, a highly streamlined customs arrangement between the UK and the EU, streamlining and simplifying requirements, leaving as few additional requirements on EU trade as possible. This would aim to: continue some of the existing arrangements between the UK and the EU; put in place new negotiated and potentially unilateral facilitations to reduce and remove barriers to trade; and implement technology-based solutions to make it easier to comply with customs procedures. This approach involves utilising the UK's existing tried and trusted third country processes for UK-EU trade, building on EU and international precedents, and developing new innovative facilitations to deliver as frictionless a customs border as possible.
- Secondly, a new customs partnership with the EU, aligning our approach to the customs border in a way that removes the need for a UK-EU customs border. One potential approach would involve the UK mirroring the EU's requirements for imports from the rest of the world where their final destination is the EU. This is of course unprecedented as an approach and could be challenging to implement and we will look to explore the principles of this with business and the EU.

Under either approach, both the UK and EU Member States would benefit from time to fully implement the new customs arrangements, in order to avoid a cliff-edge for businesses and individuals on both sides.

The British government believes a model of close association with the EU Customs Union for a time-limited interim period could achieve this. It would help both sides to minimise unnecessary disruption and provide certainty for businesses and individuals if this principle were agreed early in the process. The British government would need to explore the terms of such an interim arrangement with the EU across a number of dimensions. The UK would intend to pursue new trade negotiations with others once we leave the EU, though it would not bring into effect any new arrangements with third countries which were not consistent with the terms of the interim agreement.

The government has also published its second paper regarding the border between Ireland and Northern Ireland, which you can find [here](#).